

faire tout notre possible pour empêcher cela. Si nous ne prenons pas maintenant des sanctions contre l'apartheid, c'est ce qui va se produire.

Toutes les discussions que nous pouvons tenir et toutes les pressions que nous pouvons exercer au sujet de ce problème urgent, cependant, ne nous libèrent pas de l'obligation de tenir parole, c'est-à-dire, d'imposer des sanctions complètes. Je ne comprends pas encore pourquoi le gouvernement, et j'espère qu'il nous le dira aujourd'hui, n'a pas tenu sa promesse et n'a pas imposé de telles sanctions. Car il lancerait ainsi un vrai signal au gouvernement de l'Afrique du Sud—comme il aurait déjà dû le faire et comme il le fera seulement s'il agit cette semaine—et à tous les membres du Commonwealth et peut-être surtout au Royaume-Uni. Il montrera ainsi la force de notre conviction, parce qu'il s'agit d'une question morale au sujet de laquelle nous prétendons avoir une position bien définie. Si nous sommes sincères comme c'est le cas, je pense, alors nous n'attendrons pas au mois d'août, ni même à la semaine prochaine, avant d'agir pour joindre le geste à la parole.

Nous pouvons le faire monsieur le Président, tout en continuant d'exercer notre influence habituelle sur les autres membres du Commonwealth. En fait, je crois qu'elle serait encore plus grande si nous annoncions maintenant nos intentions et si nous tenions notre promesse et prouvions ainsi notre bonne foi. D'autres pays diraient alors que le Canada ne se contente pas de belles paroles, mais qu'il comprend la situation—c'est vrai—et qu'il agit en conséquence.

Les députés se rappellent sûrement l'émouvante introduction du rapport du groupe des personnalités éminentes: «Aucun d'entre nous ne s'attendait à faire face à toute la réalité de l'apartheid. C'est un échaffaudage social d'une cruauté inouïe.» Le groupe a conclu en termes rigoureux, émouvants et persuasifs que les sanctions étaient peut-être la dernière occasion d'éviter le pire bain de sang depuis la Deuxième Guerre mondiale. Avons-nous écouté? Avons-nous regardé notre petit écran hier soir pour voir une dernière fois peut-être, compte tenu du nouvel état d'urgence qui brime brutalement la liberté de parole, ce qui se passe actuellement en Afrique du Sud? Nous avons pu constater nous-mêmes, en entendant les propos de ce groupe, combien l'apartheid pouvait être un échaffaudage social d'une cruauté inouïe.

Est-il possible alors, dans le cadre de ce débat, de poursuivre ce rôle de chef de file que non seulement le gouvernement du Canada, mais tous les Canadiens, ont maintenant assumé? Plusieurs provinces, ainsi que le mouvement ouvrier au Canada, ont adopté des positions très fermes contre l'apartheid. Le Parlement du Canada et le gouvernement fédéral ne peuvent-ils pas maintenant prendre la relève, en donnant suite aux préoccupations de tous nos concitoyens et du monde entier? Ne pouvons-nous pas cette fin de semaine même, pas plus tard, rédiger le message le plus énergique possible pour raviver les espoirs, les attentes et les rêves du peuple noir de

Article 29 du Règlement

l'Afrique du Sud et de tous les autres membres du Commonwealth? Nous pouvons et nous devons le faire, monsieur le Président. Nous n'avons pas le choix.

Des voix: Bravo!

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): J'aimerais tout d'abord remercier le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) et la députée de New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett) du caractère passionné et urgent, pour les paraphraser, qu'ils ont donné à leurs interventions.

Il s'agit manifestement d'une question importante pour nous tous. Importante, le mot n'est pas assez fort. C'est une question qui, je crois, nous touche au plus profond de notre cœur et de notre âme, c'est l'une des grandes questions contemporaines, nous le savons, l'une des grandes déchirures de notre époque.

Mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) est l'une des personnes les plus sensibles à cette question, et je crois que les efforts déployés par le premier ministre (M. Mulroney) auprès de ses homologues des pays du Commonwealth ont témoigné de la détermination de notre gouvernement, fort de représenter aussi bien l'opinion de la Chambre que celle du peuple canadien.

[Français]

Le Canada a été le premier des grands pays occidentaux à adopter des mesures concrètes lorsque la situation a commencé à se détériorer en Afrique du Sud. La France et l'Australie ont emboîté le pas plus tard. La CEE n'a que récemment annoncé un embargo sur les livraisons du pétrole.

Le Canada a été le premier pays à dénoncer ces accords de double imposition pour marquer sa désapprobation. Le Canada est le seul pays occidental qui soit intervenu au sujet de la transformation de l'uranium namibien et qui est annoncée en embargo sur les vols des sociétés aériennes à destination de l'Afrique du Sud.

L'éventail des initiatives que nous avons prises pour aider les Noirs à l'intérieur même de l'Afrique du Sud n'a pas son équivalent parmi les autres pays. Notre aide par habitant est probablement plus considérable que celle de tout autre pays.

● (1540)

[Traduction]

Face à ces événements, nous savons qu'il n'est pas possible d'écarter d'autres formes d'interventions. Nous avons dit à la Chambre et aux Canadiens que nous continuerons à resserrer l'étau. Nous l'avons annoncé de concert et en consultation avec des gouvernements amis, notamment nos partenaires du Commonwealth. Comme l'a judicieusement fait remarquer le groupe des personnalités éminentes entre autres, l'effort concerté des pays du Commonwealth a force de diplomatie, de témoignage et de contribution à la paix. Il y a des recours plus efficaces que les actes individuels.